

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 24 • 8 JUIN 2021 • CHF 3.-

Genève lutte pour faire libérer Julian Assange, emprisonné en Angleterre **page 3**



Reportage dans les quartiers de Jérusalem-Est après la répression israélienne **page 5**



IL FAUT LE DIRE...

Une vraie victoire populaire

Le ballottage des 2 candidats que tout oppose a bien penché en faveur de celui de gauche Pedro Castillo face à la candidate de la droite unie Keiko Fujimori. C'était déjà une surprise que Pedro Castillo soit arrivé largement en tête au premier tour avec presque 19% des voix, alors que Keiko Fujimori n'en obtenait que 13%. Cette dernière est la fille d'un ancien président multimillionnaire détenu depuis 2009 pour de graves violations des droits humains et des actes de corruption. Elle est elle-même accusée de détournements de fonds et de trafic d'influence. C'est d'ailleurs frappant combien toute la droite s'est rangée derrière cette candidate, malgré ses casseroles judiciaires. La campagne électorale pour ce 2^e tour qui s'est achevée dimanche passé a été dure, avec une diabolisation systématique de Pedro Castillo entretenue par les grands médias locaux, agitant le spectre du communisme. Et rappelant les pires moments de la guerre froide des années 50. Cela a attisé la polarisation extrême entre les 2 projets de gouvernementaux antipodes.

Et les résultats très serrés montrent bien qu'une partie significative de la petite bourgeoisie citadine s'est rangée du côté des élites qui ont pourtant «mal gouverné» depuis 2 générations (et dont plusieurs présidents sont poursuivis et souvent condamnés pour corruption) plutôt que de suivre les propositions de changements du candidat de gauche. Les voix obtenues par Pedro Castillo sont vraiment celles des classes populaires, des paysans et des populations issues des peuples originaires. C'est bien de là qu'il tirera sa légitimité pour faire les changements politico-sociaux qu'il a promis. Mais face à la droite et un parlement où il n'a pas de majorité claire, il devra compter sur les mouvements sociaux pour les imposer. Castillo en aura déjà besoin pour défendre sa victoire face à une droite bien décidée à ne pas céder le pouvoir. Il le sait, d'ailleurs lui l'ancien « maître d'école rurale » et responsable du syndicat des enseignants. C'est sa base sociale naturelle.

De toute façon, le Pérou, va continuer à être difficilement gouvernable, et les défis sont immenses. Mais c'est une victoire inespérée qui montre le degré de rejet de la classe politique traditionnelle.

C'est aussi un souffle nouveau au plan international et renforcera la position de la Bolivie, de l'Argentine, du Venezuela, du Nicaragua et du Mexique dans cette Amérique Latine qui souffre grandement de la pandémie avec la crise économique et sociale qui en découle.

Hasta la victoria siempre.

Bernard Borel

Une journée particulière pour les droits

MOBILISATION DU 14 JUIN • Cinquante ans après l'instauration du droit de vote pour les femmes, quarante après l'introduction de l'article constitutionnel sur la Loi sur l'égalité et trente après la grande Grève de 1991, les militantes féministes et leurs alliés se mobiliseront dans toute la Suisse.

Les revendications essentielles de la Grève des femmes* de 2019 restent toujours lettre morte, deux ans plus tard. Quelques jours avant le débat au Conseil national sur l'AVS (qui a entériné une retraite à 65 ans pour toutes et tous, ndlr), le bilan est misérable: les femmes professionnellement actives continuent à subir le manque de temps, d'argent et de respect. Les salaires plus bas, le travail à temps partiel et l'activité non rémunérée sont à l'origine de la situation scandaleuse des rentes pour les femmes – et on ne voit pas le bout du tunnel», lançaient cette semaine des femmes syndicalistes de l'USS, d'Unia, du SSP lors d'une conférence de presse à Berne.

Face à cette situation, leur cahier des revendications s'avère imposant, avec des nuances revendicatives comme celles apportées par la Grève des femmes, mais toutes et tous se mobiliseront ce 14 juin, date anniversaire de la grande grève féministe de 1991, qui avait réuni plus de 500'000 femmes. En tout premier lieu, la hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans et les maigres compensations transitoires pour la génération intermédiaire, sont rejetées. «Les discriminations qui persistent dans le monde du travail sont encore amplifiées à la retraite. Si on continue au même rythme que maintenant, l'écart des rentes ne se résorbera que dans 80 ans. Il faut donc de toute urgence améliorer la situation et non réduire les rentes des femmes comme le prévoit AVS 21. Près d'un tiers des femmes qui partent à la retraite actuellement n'a aucune pension du 2^e pilier. Et pour celles qui en ont une, les écarts sont importants: les femmes qui ont pris leur retraite en 2019 ont perçu de leur caisse de pensions une rente moyenne de 1160 francs par mois, contre 2144 francs pour les hommes», a averti Gabriela Medici, secrétaire centrale de l'USS en charge des assurances sociale

Heure de l'inégalité salariale

L'inégalité salariale qui persiste est aussi pointée du doigt et n'est pas oubliée. «En Suisse, les femmes gagnent 8,6% de moins que les hommes pour le même travail. Dans l'hôtellerie-restauration, par exemple, les différences de salaires entre les sexes étaient de 8,1%, dans le commerce de détail de 17,7% dans l'industrie des machines de 21,7% et dans le secteur des assurances et du crédit de 33,4%», rappelait Vania Allewa, présidente du syndicat Unia, vice-présidente de l'USS.

Cette année, l'heure qui marque le moment où les femmes cessent d'être rémunérées par rapport aux hommes commencera à 15h19, au lieu de 15h24 en 2019. «La pandémie a mis en lumière le travail essentiel des femmes, rémunéré comme non-rémunéré, et le manque de reconnaissance systémique accordé à leur travail. Dans les soins, le nettoyage, l'économie domestique, notamment, ce sont les femmes qui sont au front et qui assurent la plupart du travail indispensable au bien-être de la population. Cependant, ces métiers se caractérisent aussi bien souvent par des salaires trop bas», soulignait encore Valérie Buchs, secrétaire syndicale au SIT, dans le dernier numéro de *Sit-Infos*. «Il s'agit de revaloriser les branches essentielles», résume le syndicat Unia.



Pour ce syndicat, il importe aussi de favoriser des salaires et des taux d'occupation qui permettent une vie décente dans toutes les branches. Et aussi des conventions collectives de travail (CCT) de branche de force obligatoire, avec des salaires minimums décentes et des conditions de travail acceptables partout, en particulier dans les métiers essentiels peu réglementés du secteur des services. «Nous demandons aussi la réduction du temps de travail afin de partager le travail non rémunéré», revendique quant à lui le syndicat SSP pour les temps de travail complets.

Depuis le 1^{er} juillet 2020, les entreprises privées ou publiques qui emploient au moins 100 personnes sont tenues d'effectuer une analyse de l'égalité salariale, mais ce contrôle rate sa cible selon les syndicats, du fait qu'il ne concerne que 2% des entreprises et 54% des employés. En outre, les plaintes individuelles ou collectives pour discrimination salariale restent peu nombreuses, du fait que les procédures devant le tribunal sont très longues et que le risque de perdre son emploi s'avère élevé.

Lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Outre ces revendications communes, la Grève féministe entend aussi défendre le mariage pour toutes et tous, objet qui sera soumis au vote le 26 septembre, mais aussi lutter contre les violences sexistes et sexuelles, et favoriser l'introduction de la notion de consentement dans le Code pénal dans les cas de viol. «Au sein d'Engageons les Murs nous défendons l'abolition totale de l'Etat et de ses bras armés qui sont l'appareil judiciaire, l'armée et la police. Nous ne voulons pas passer de l'autorité du patriarcat et du mari à l'autorité de l'Etat, la protection des femmes doit venir des communautés portées par les femmes. Nous ne croyons pas à la justice de l'Etat, car les femmes

non blanches n'ont pas le même accès à la justice que les femmes blanches, tout comme les droits relatifs à la protection des mineurs ne s'applique parfois pas aux mineurs non blancs ou migrants. Nous ne sommes pas égaux face à la protection de l'Etat, certains y ont moins ou pas accès», précise Aminat Datsieva, d'un collectif féministe visant à aider les femmes à se réapproprier l'espace public. «Nous savons aussi mieux que quiconque ce dont une victime d'agression ou de viol a besoin, puisque nous sommes les principales concernées, et la justice, telle qu'elle est faite, ne permet pas aux personnes ayant subi ces violences de guérir correctement, l'enfermement de l'agresseur ne répare rien. Nous croyons que la solution passe par la prévention, un encadrement communautaire avec l'aide du système de santé et d'éducation», précise-t-elle. L'antiracisme et la solidarité avec les migrants sont aussi en haut de l'affiche.

A 18h aura lieu une action nationale «poing levé» durant une minute. Celle-ci se déroulera soit en silence en hommage aux victimes de violences sexistes et sexuelles, soit en cris de rage et bruit contre les discriminations et les inégalités. En soirée auront lieu des cortèges et manifestations dans toutes les villes de Suisse. A Genève, la Grève promouvra aussi les principes de l'éco-féminisme. «Les systèmes de domination patriarcale, capitaliste, écocide et colonialiste sont interconnectés. Ils sont conçus pour contrôler la terre, soumettre les gens, leurs libertés et leurs identités afin de maintenir le pouvoir en place et le profit d'une petite minorité privilégiée. Nous voulons une justice sociale et écologique», souligne le tract de revendications du mouvement, qui sera rejoint par toutes les forces de gauche. ■

Joël Depommier et Jorge Simao

Programme complet de la mobilisation sur www.grevefeministe.ch/14-juin-2021

Violences domestiques et harcèlements

SUISSE • Fin mai, le Canton de Vaud révélait l'ampleur de la violence domestique entre 2015 et 2020, en annonçant de nouvelles mesures pour éradiquer ce phénomène. A Genève, une affaire sordide montre que rien n'est simple pour en finir avec ce fléau.

Les chiffres sont là. Depuis 2015 et lors d'appel de la victime, la police intervient encore en moyenne quatre fois par jour pour des faits de violence domestique. Au fil des ans, le Canton a cependant renforcé son dispositif légal face à ce phénomène. Il inclut aussi bien la violence physique, sexuelle, psychologique ou économique. Dernière en date, l'adoption en 2018 de la Loi d'organisation de la prévention et de la lutte contre la violence domestique (LOVD), qui offre des moyens supplémentaires pour éviter la récidive et protéger les victimes.

Renforcement de la prise en charge

Depuis 2015 et l'introduction des premières mesures «Qui frappe part!», qui «encourageait» aussi l'auteur de violence à une prise en charge, le nombre d'expulsions de domicile des agresseurs a considérablement augmenté, passant de 30 auteurs expulsés annuellement avant 2015 à 420 aujourd'hui avec la LOVD. Dans 28% des interventions de police, l'auteur est expulsé. La nouvelle loi prévoit que lors d'une expulsion, qui peut aller jusqu'à 30 jours, la police transmette systématiquement les coordonnées de la personne expulsée à l'organisme habilité.

Sous peine de sanctions, la participation de l'expulsé.e à un entretien socio-éducatif est exigée. Celui-ci permet d'évaluer la situation avec l'auteur.e des violences, lui donner des informations juridiques et sur les possibilités hébergement, ainsi que de l'orienter vers le suivi adéquat. «Le but est d'amorcer une prise de conscience sur la responsabilité des actes de violence et d'entrer dans une démarche permettant à l'auteur.e de rompre avec le cycle de la violence et d'éviter ainsi la récidive», relève le rapport (1) rédigé par le Bureau de l'égalité du Canton, qui a aussi pour tâche de tenir un registre des événements centralisés.

Victimes féminines

En ce qui concerne les victimes, 164 ont été hébergées en moyenne



Dans le canton de Vaud, le nombre d'interventions policières pour violence domestique ne faiblit pas.

chaque année au Centre d'accueil de MalleyPrairie. Ce dernier a aussi assuré des entretiens ambulatoires auprès de 1178 personnes en 2019 et 1285 en 2020. Les violences domestiques surviennent majoritairement entre partenaires et ex-partenaires. Les femmes sont essentiellement touchées. Ainsi elles représentent 70% des victimes d'infractions enregistrées par la police dans une relation de couple, en particulier lorsqu'il s'agit de violences graves. De 2016 à 2020, sur 14 homicides commis dans la sphère privée, 10 ont été perpétrés dans le cadre d'une relation de couple, dont neuf femmes et un homme victime.

Parallèlement au travail de police, le Ministère public a traité 985 affaires en 2019 et 931 en 2020 pour des situations de violence domestique. Ceci suite à un rapport de police ou d'une plainte directement déposée au Ministère public. Le rapport montre

aussi que «l'éradication des violences est un combat au long cours». En 2021, le Conseil d'Etat s'est encore doté d'un Plan d'action dans le sillage de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique dite *Convention d'Istanbul*. Il a mis l'accent sur la protection des victimes, mais également sur la prévention et la sensibilisation. Objectif: ancrer dans la société le rejet de la violence à l'égard des femmes et celui de la violence domestique.

Rapports inégalitaires

«Convaincu que ce phénomène trouve son origine dans les rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes, le Conseil d'Etat réaffirme sa volonté de lutter contre toute forme de discrimination liée au genre et de travailler à construire une société égalitaire», avait souligné la

socialiste Nuria Gorrite, cheffe du Département des infrastructures et des ressources humaines, lors de la présentation du rapport.

Rappelons qu'au niveau suisse, le Département de justice et police a entériné fin avril une feuille de route contre la violence domestique, en collaboration avec les cantons, les communes et des organisations de la société civile. La mise en place d'une centrale téléphonique unique 24h sur 24 pour dénoncer un cas ou demander de l'aide est prévue. Les cantons vont étudier la possibilité, dans le cadre d'un projet pilote, de mettre un bouton d'alarme à la disposition des victimes sur une base volontaire.

Un cas emblématique

La semaine dernière, la Grève féministe de Genève a révélé une situation particulièrement lourde de violence domestique, mettant à mal le dispositif de soutien des victimes. Agée de

32 ans, Larissa (nom d'emprunt) a trois enfants. Elle s'est séparée de son mari en mai 2020. Après un dépôt de plainte contre son ex-compagne pour coups et menaces, celui-ci a été condamné, le même mois en audience de confrontation, à 45 jours de peine privative de liberté et l'obligation de suivre une thérapie auprès du centre de psychothérapie Vires pour soigner sa violence. Mais le lendemain de l'audience, il a contacté la victime pour lui signifier qu'il ne respecterait pas les mesures de substitution et «que jamais personne ne lui dirait quand il pourrait voir ses enfants».

Suite à un nouvel esclandre de son mari à la piscine de Thônex en septembre, Larissa a déposé une seconde plainte. Mais aucune mesure n'a été prise à l'encontre de son ex, malgré son non-respect des mesures de substitution. Suivront quatre autres plaintes (en octobre 2020, mars 2021 et deux en mai 2021) et deux constats médicaux. Plusieurs audiences au civil définiront laborieusement les principes de la garde des enfants et de la jouissance au logement.

Quant aux audiences au pénal, elles ont été longtemps repoussées. «En attendant, je vis avec une boule au ventre. J'ai peur à chaque fois que je sors de chez moi. Je me promène avec un spray au poivre et une alarme. Lui se balade avec un énorme couteau, qu'il a fièrement exhibé devant moi», précise Larissa. Le 3 juin, une audience au Tribunal pénal s'est finalement tenue, mais le mari agresseur ne s'est pas présenté. «Le procureur dans cette affaire ne prend pas au sérieux les menaces proférées par le prévenu lui-même qui dit ne pas pouvoir se retenir de passer à l'acte. Nous demandons à la justice et la police genevoise de tout faire pour protéger Larissa et ses enfants! Si Larissa est tuée par son mari, nous les en tiendrons personnellement responsables!», a réagi la grève féministe Genève. ■

JDr

1 Rapport complet sur le site www.vd.ch

Les analyses biaisées de l'UDC

PRESSE • Après ne pas avoir été invitée à un débat sur le renoncement à l'accord-cadre Suisse-UE dans l'émission «Le Club» de la SRF, l'UDC veut réduire le financement de la SSR, jugée trop à «gauche». Elle veut poser un contrôle politique sur ses rédactions.

C'est en substance ce qu'a révélé le *Blick* dimanche dernier. On y apprend par Thomas Matter, Conseiller national (ZH), que le parti réfléchit à deux projets d'initiative populaire. Le premier concerne une réduction de la redevance de 365 à 200 francs et son exemption pour les entreprises. Le deuxième poserait pour principe que «le conseil d'administration de la SSR, la direction, l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision et les rédactions de toutes les émissions politiques doivent refléter le paysage politique de la Suisse», selon M. Matter dans le *Blick*.

A en juger côté romand, par les «émissions politiques» de la RTS, un seul constat s'impose. A force de pencher à droite, l'UDC a fini par confondre le social-libéralisme et la «gauche». ■

Jorge Simao



Le PST-POP ne veut pas d'adhésion à l'UE

Après la mort de l'accord-cadre Suisse-UE, notifiée par le Conseiller fédéral, Guy Parmelin, certains partis ont de fourmis dans les jambes. Si les Vert'libéraux, considèrent que la «situation est désastreuse» et proposent une adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE), qui comprend, outre l'Union européenne (UE), la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, le PS, sous l'impulsion du conseiller national vaudois, Roger Nordmann, veut aller plus loin et propose de relancer une adhésion à l'UE. Dans ce débat, le Parti suisse du travail (PST-POP) a fait savoir qu'il s'opposait à toute adhésion. «L'UE sert les intérêts capitalistes et impérialistes des dirigeants et des multinationales», rappelle le parti, tout en vouant aux gémonies les accords bilatéraux, entre la Suisse et l'UE. «Ceux-ci ont servi exclusivement à consolider une politique néolibérale en Suisse. Nous ne voulons pas de cette Europe antisociale et impérialiste, qui met à mal les travailleurs/euses, les classes populaires et refoule les migrants qui se noient en Méditerranée», relève le parti, qui en appelle à de nouveaux accords avec les pays européens. Il dénonce aussi les menaces de la Cour européenne de justice, organe supranational, sur la souveraineté de la Suisse. ■

Réd.

Genève lutte pour faire libérer Assange

DROITS HUMAINS • Plusieurs personnalités engagées dans la défense des droits humains initient l'Appel de Genève. Pour que Londres libère le lanceur d'alerte et afin qu'il puisse être accueilli, en Suisse ou ailleurs.

Vendredi 4 juin, une douzaine d'actrices et acteurs mobilisés pour Julian Assange, incluant la maire de Genève Frédérique Perler, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture Nils Melzer et Stella Morris, ancienne avocate et fiancée du fondateur de WikiLeaks, étaient présents à Genève pour l'inauguration de l'œuvre « Anything to Say » signée par l'artiste Davide Dormino et pour le lancement de l'Appel de Genève. Celui-ci demande aux autorités britanniques la libération immédiate d'Assange, au nom du respect des droits humains inaliénables et des valeurs promues par les organisations de défense de ces mêmes droits basées à Genève. Il somme également les Etats-Unis de renoncer aux poursuites engagées contre le cybermilitant australien et à tous les Etats démocratiques de lui offrir visa humanitaire et terre.

Torture psychologique

Depuis son arrestation dans l'enceinte de l'ambassade équatorienne de Londres le 11 avril 2019, le journaliste et informaticien est placé en détention arbitraire dans la prison de plus haute sécurité du Royaume Uni subissant une parodie de justice. Ceci, alors qu'il n'a perpétré aucun crime » affirme le rapporteur Suisse Nils Melzer. Incarcéré depuis plus de deux ans pour avoir publié des documents classifiés, Julian Assange est

poursuivi par la patrie de Joe Biden sous dix-sept chefs d'accusation relevant de l'*Espionnage Act* de 1917.

Encourant une peine de prison de 175 ans, il vit actuellement dans des conditions de torture psychologique subissant une privation de compagnie humaine presque totale. L'homme est enfermé dans sa cellule 23 heures par jour, ne pouvant recevoir que deux visites sociales par mois. Nils Melzer, qui a pu le visiter, alerte sur son état de santé. Il affirme qu'«il présente tous les symptômes d'une exposition prolongée à la torture psychologique». Sa fiancée Stella Morris craint pour sa survie, selon elle «soit il retrouve la liberté, soit il perd la vie».

Malgré la charte des Nations unies qui garantit le droit de la presse à dénoncer l'illégalité, la corruption et les crimes de guerre et malgré une vingtaine de grands prix journalistiques ainsi que huit nominations pour le Nobel de la Paix, Julian Assange est mis en cause pour son travail de journaliste. Par le biais de WikiLeaks et grâce à des partenariats avec de quotidiens nationaux, l'homme et ses équipes ont diffusé des centaines de milliers de documents classifiés qui ont ébranlé la planète. Ces éléments ont révélé à la face du monde les méthodes peu scrupuleuses des appareils d'Etats prétendument «démocratiques». Si la liberté d'expression et le droit d'informer

sont des valeurs censées être à la base de la Démocratie, la persécution que subit Assange et les autres lanceuses et lanceurs d'alertes comme Edward Snowden ou Chelsea Manning met à mal nos Etats de droits occidentaux.

Convaincre Biden

Alors que les images du jet d'eau seront diffusées sur les écrans du monde entier le 16 juin pour la première rencontre entre Poutine et Biden, les initiates et initiants de cet appel espèrent profiter de l'occasion pour convaincre le président étasunien de renoncer à sa demande d'extradition (1) Malheureusement, il faut rappeler que le leader démocrate avait par le passé qualifié Assange de «terroriste high-tech» et que son gouvernement a fait appel en février dernier du refus britannique d'extrader Julian Assange pour son risque de suicide dans le système carcéral américain. ■

Valentin Augsburg

1 Sous Obama avec Biden pour vice-président, la justice américaine avait renoncé à poursuivre le fondateur de WikiLeaks. Elle veut désormais le juger après la diffusion dès 2010 de plus de 700'000 documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques étasuniennes en Irak et en Afghanistan. Transmis par C. Manning à WikiLeaks, le document le plus connu est une vidéo révélant une atroce bavure des forces militaires US à Bagdad, le 12 juillet 2007, faisant douze morts dont un enfant et deux journalistes. Aucun des militaires impliqués n'a été poursuivi à ce jour, ndlr.



Stella Morris, ancienne avocate et compagne de Julian Assange était à Genève.

DR

«Joe Biden doit avoir le courage de le libérer»

De passage en Suisse et en France, Stella Morris, compagne et avocate de Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, a tenu à rappeler sa détention injuste et illégale à la prison de Belmarsh depuis l'appel déposé par la nouvelle administration Biden le 12 février. Entretien.

Avez-vous été surpris par la décision de l'administration Biden, à peine investi, de faire appel de la décision britannique le 12 février (1) et de réclamer son extradition ? Si la demande d'extradition est encore rejetée, peut-il être libéré?

La prochaine étape se déroulera à la Haute Cour de justice où nous connaissons les raisons de l'appel déposé par les États-Unis et s'ils sont autorisés à le faire. Une audience devrait se tenir à l'automne mais on n'en sait pas davantage. De toute façon, cette affaire est essentiellement politique et son issue dépend des gouvernements et de leur position.

L'administration Biden doit avoir le courage désormais de mettre un terme à cette saga si le président des États-Unis tient véritablement à la liberté de la presse et entend protéger le premier amendement. Mais, si jamais nous remportons une nouvelle fois la procédure déclenchée, il n'y a aucune raison pour que la justice britannique le maintienne en détention. Il n'a rien à faire en prison et s'y trouve pour de piètres raisons judiciaires. Mais le plus important pour la presse, c'est que l'administration Biden abandonne les charges. Cela permettrait d'éviter tout précédent et renforcer la liberté d'informer.

Est-ce vrai que des tentatives d'assassinat ont eu lieu quand Julian Assange se trouvait réfugié à l'ambassade d'Équateur?

Lorsqu'il se trouvait au sein de l'ambassade en tant que réfugié, à la fin de sept années, il y a eu un changement d'administration en Équateur. Le nouveau président Lenin Moreno, s'est rap-

proché des États-Unis et nous avons vécu une véritable hostilité au sein de l'ambassade. La société de sécurité qui travaillait pour l'ambassade était dirigée par un des soutiens de Donald Trump. Lors du procès en extradition l'automne dernier, un informaticien de UC Global, la société espagnole qui était en charge de la sécurité de l'ambassade, et un individu qui avait des parts dans l'entreprise, ont témoigné anonymement d'un plan pour l'empoisonner, le kidnapper et que ses avocats étaient visés. Chacun était suivi, leur maison photographiée, leurs proches également mis sous surveillance. Des lanceurs d'alerte nous ont aidés depuis à mener une véritable enquête dessus.

Qu'attendez-vous de votre visite en Suisse et en France et plus généralement de vos déplacements en Europe?

L'objectif est d'alerter sur le sort de Julian Assange et de rassembler un maximum de personnes pour obtenir sa libération. Une fois que

les gens ont conscience qu'il est poursuivi et détenu pour ses publications, ses activités journalistiques, ses révélations et non comme un lanceur d'alerte, ils sont choqués. Ensuite ils comprennent rapidement l'importance de cette affaire, qui illustre les dangers futurs, les répercussions légales que peut utiliser un pays à l'encontre d'une personne exerçant son métier de journaliste. Avec ce procès, on s'attaque directement à la liberté de la presse, à la liberté d'informer. Julian Assange est accusé d'avoir reçu des documents fournis par une source, de les avoir gardés et de les avoir divulgués au public. Ces charges peuvent donc s'appliquer à n'importe quel journaliste. ■

Vadim Kamenka

Paru dans *L'Humanité*, adapté par la rédaction

1 «Oui, nous avons fait appel et nous continuons à chercher à obtenir son extradition», avait déclaré le porte-parole du ministère de la Justice des États-Unis, Marc Raimondi, le 12 février.

«Anything to Say?», une statue pour lancer des discussions

En parallèle au lancement de l'appel de Genève, les Bains des Pâquis accueillent *Anything to Say?* créée par l'artiste italien Davide Dormino. Cette œuvre d'art public représente les lanceurs d'alerte Julian Assange, Edward Snowden et Chelsea Manning debout sur une chaise, accompagnés d'une quatrième chaise vide.

D'où vient votre intérêt pour les lanceurs d'alerte? Pourquoi vous êtes-vous concentré sur ce thème pour l'œuvre et pourquoi avez-vous choisi ces trois lanceurs d'alerte?

DAVIDE DORMINO En août 2013, je discutais avec mon ami, l'auteur et journaliste américain, Charles Glass, du courage et de l'importance d'adopter une attitude critique envers l'autorité,

et peu à peu le concept du projet a émergé. C'est un élément de mon travail artistique depuis de nombreuses années, en fait, depuis le tout début. Je suis un fervent défenseur de l'art public. Je crois que cet art est une excellente occasion de s'adresser à un large public, et je crois que l'art est une excellente occasion d'aider les gens à mûrir et à développer leurs idées.

Parlez-nous un peu du choix de la chaise vide? Pourquoi cette volonté de faire participer le public à l'œuvre?

J'ai eu l'idée de trois personnages debout sur des chaises. Pourquoi des chaises? La chaise a une double signification. Elle peut être quelque chose de confortable, mais nous pouvons

aussi l'utiliser pour nous élever et acquérir une nouvelle perspective. L'idée était de représenter trois icônes de notre monde contemporain, trois personnes qui ont défié le système. Elles ont choisi la chaise du courage... mais la chaise vide est la partie la plus importante de la sculpture. Elle nous donne l'occasion de nous lever, d'avoir une meilleure vue et de partager leur position courageuse. Vous vous souvenez peut-être de la scène du film «Le Cercle des poètes disparus» (1989), où les élèves montent sur les tables comme un exemple de courage et de rejet de l'autorité aveugle. Il y a eu une réaction étonnante le 1^{er} mai 2015 à Berlin sur l'Alexanderplatz. Tout le monde a senti que c'était un moment inclusif. Certaines personnes sont

montées sur des chaises et ont exprimé leur soutien aux lanceurs d'alerte, d'autres n'ont rien dit. C'était très important.

Comment travaillez-vous avec le matériau? Quel est le matériau de la sculpture et pourquoi ce choix?

J'ai délibérément choisi de les modeler de manière réaliste – une forme ancienne de représentation. Cela ressemble à un monument classique en bronze, mais la différence est qu'il reste au niveau du sol. Le message doit être clair. Les gens doivent être capables de les reconnaître immédiatement.

L'idée est de faire une sculpture virale, une sculpture vivante qui peut être présentée sur les places principales des villes les plus importantes du

monde. Laisser un signe, un drapeau, créer un point de rencontre pour encourager le dialogue et permettre aux gens d'adopter un point de vue différent. Pour lancer des discussions.

Votre œuvre vient pour la deuxième fois à Genève, pensez-vous que cette fois-ci elle a une symbolique particulière du fait de «L'appel de Genève»?

L'événement à Genève était incroyable. Après la Place des Nations en septembre 2015, le choix d'exposer la statue aux Bains des Pâquis était parfait. Ce lieu est comme une langue, une langue libre qui résiste. J'espère que cet appel va changer quelque chose dans cette triste histoire. ■

Propos recueillis par Valentin Augsburg

Unia dénonce Patek Philippe à Genève

GENÈVE • Des personnes licenciées sont venues témoigner de mobbing ou de harcèlement dans l'entreprise haut de gamme.

A l'occasion d'une conférence de presse à Genève, des travailleuses et travailleurs de l'entreprise suisse d'horlogerie de luxe Patek Philippe sont venus témoigner devant la presse. Un salarié a indiqué les difficultés qu'il a rencontrées suite à sa dénonciation auprès des ressources humaines du mobbing, stress et pressions diverses que lui-même et certains de ses collègues ont vécus.

Il s'est alors rendu compte que strictement rien n'était mis en place pour protéger les employés de ce genre de pratiques. Pire, il n'a pu constater qu'aucune mesure n'était véritablement mise en place pour protéger la santé des salariés, malgré le fait qu'il a suivi les procédures habituelles (voie hiérarchique, RH, commission du personnel, entreprises externes et personnes de confiance). Il a ensuite compris que sa prise de parole était remise en question par la hiérarchie. Il a ajouté: «J'ai compris que cela allait m'impacter. A Patek, il faut juste courber l'échine, travailler et surtout ne rien

dire. J'ai décidé d'essayer de garder ma place, et par crainte de représailles, je ne dis plus rien. Nous sommes beaucoup à souffrir de cette situation, qui est devenue invivable.»

Trois autres collègues d'un même secteur sont intervenues pour témoigner à leur tour des répercussions quand elles ont décidé de refuser d'être traitées d'une façon inadéquate par les responsables. «Nous avons témoigné auprès des ressources humaines et auprès des responsables. Résultat, nous avons été licenciées pour l'exemple, pour que nos collègues comprennent qu'il ne faut rien dire.»

Propos racistes

Enfin, un travailleur, victime de racisme depuis des années, s'est vu mettre à pied pour avoir dénoncé, et ce depuis longtemps, des propos insultants et racistes. Il a dû vivre avec ces remarques régulièrement proférées sans que l'entreprise ne mette sur pied un plan visant à protéger sa santé. Après des années passées à subir ces propos, il a tenté de faire



Patek Philippe est mise en cause suite à des accusations de harcèlement et de mobbing. David Adam Kess

réagir la direction par tous les moyens internes, «sans grand succès», estime-t-il. Il s'est vu mettre à l'écart, pour finalement être averti au même titre que les personnes qui

proféraient les insultes racistes. «La direction de l'entreprise n'a, une fois de plus, pas pris la mesure de la situation et a agi avec un total mépris des victimes. Et une fois de plus, la per-

sonne s'est vue licenciée pour non-respect des valeurs de l'entreprise», assure Unia.

Dénonciation à l'OCIRT et aux Prud'hommes

«Malheureusement, du côté de l'entreprise, aucune entrée en matière sur les demandes des travailleuses et des travailleurs n'a été prise en compte. Pire, aucune proposition n'a été formulée», a expliqué Alejo Patiño, secrétaire syndical d'Unia. Alerté par le syndicat Unia, l'OCIRT (Office cantonal de l'inspection et des relations de travail) a été saisi et une première mise en conformité a été demandée. La suite est en cours. Une plainte pénale a été déposée, ainsi que deux plaintes aux Prud'hommes. Il est fort probable que d'autres recours aux Prud'hommes seront déposés si d'autres travailleuses et travailleurs sont licenciés dans des circonstances similaires. Unia annonce aussi qu'il restera très attentif aux suites des dénonciations à l'OCIRT. ■

Unia et réd.

La science et ses inégalités compétitives

HISTOIRE • D'une conception humaniste, ouverte et évolutive au 18^e s., la connaissance et la recherche scientifiques ont été largement reformulées et instrumentalisées dans une funeste perspective concurrentielle.

La période des Lumières se caractérise notamment par une soif de connaissance et de compréhension du monde environnant. De façon un peu simpliste, on pourrait schématiser en disant que l'explication religieuse du monde s'efface petit à petit devant les progrès de la compréhension des phénomènes physiques, lesquels remettent en question les dogmes religieux. Ce non sans résistance de ces derniers.

La science – au sens large – a ensuite permis à l'humanité d'évoluer. L'hygiène, les médicaments, l'électricité, le moteur, etc., toutes ces inventions sont basées sur notre compréhension des lois de la physique. Quoi que l'on pense des conséquences parfois néfastes de ces inventions – la pollution à l'échelle planétaire, par exemple –, elles sont malgré tout la signification

que nous avons saisi certains mécanismes de notre environnement.

Rentabilité et précarité

Mais la recherche scientifique est à présent soumise aux logiques d'un système capitaliste. C'est-à-dire que les chercheurs doivent également se montrer rentables. Contrats précaires de quelques mois, compétition sévère pour l'obtention de fonds, postes à durée déterminée... le monde de la recherche est souvent dominé par des chercheurs confortablement installés et payés, épaulés par des armées de précaires, dont les conditions de travail sont peu enviables.

Ainsi, à l'Université de Lausanne, les assistant.es-doctorant.es (faisant une thèse) sont l'une des seules catégories du personnel à n'être

pas affiliée à la Caisse de Pension de l'Etat de Vaud. Et à subir un plan de retraite dégradé, comme des *bûcherons-tâcherons*.

Production scientifique appauvrie

Cette logique compétitive qui s'applique donc à la science est néfaste et a les compétences prévisibles qu'on lui connaît. Derrière le mythe de la «saine concurrence», on trouve articles mensongers, résultats falsifiés, idées volées et, au final, une bien pauvre production scientifique. Au final s'installe un doute, qui affecte toute la population, vis-à-vis de la recherche et des discours scientifiques. Un doute qui n'est probablement pas étranger à la montée des complotismes actuels.

On voit ici à l'œuvre l'un des effets pervers «secondaires» d'un système basé sur la rentabi-

lité et la compétition. Mais ce n'est pas parce que le monde scientifique va mal qu'il faut rejeter la science. Au contraire, c'est maintenant qu'il faut avoir un maximum d'attention et d'exigences vis-à-vis de nos institutions de recherches.

Nos universités et EPF peuvent et devraient sortir de ces modèles basés sur la compétition, et nos élu.es peuvent leur en donner l'impulsion. Au nom d'une science qui, rappelons-le, a déjà réussi à mettre à bas le dogmatisme de l'église. Peut-être pourra-t-elle contribuer à mettre à bas un morceau du capitalisme néolibéral plutôt que de sombrer avec lui. ■

Nicolas Turttschi

Voir: www.snf.ch/fr/pointrecherche/newsroom/Pages/news-140515-horizons-chercheurs-plus-modestes.aspx

MÉMOIRE PERMANENTE AU CAMARADE PEDRO JOSE OSORIO ESTEVEZ

La Cellule du Parti Communiste Colombien est devenue orpheline, ce 31 mai 2021. Nous venons de perdre avec une grande douleur le camarade Pedro Osorio, pilier et moteur critique du travail international du parti.

Nous soulignons et valorisons la lutte inlassable du camarade Pedro pour l'unité du mouvement démocratique social et révolutionnaire, son travail acharné pour maintenir l'unité du parti communiste colombien de l'exil, son travail solidaire et internationaliste, ainsi que son travail d'organisation. Nous soulignons la dynamique avec laquelle il a accompagné chacune des tâches qu'il a entreprises. Le camarade nous laisse en héritage, sa vie révolutionnaire et combative, dans chacun des espaces qu'il a habités.

Notre solidarité et nos condoléances à son épouse Aida Avella, ses enfants Pablo et María, ses petits-enfants, sa famille et les membres du PCC, ses collègues de nombreux autres espaces syndicaux, sociaux et politiques nourris avec une grande dignité et fermeté.

Aujourd'hui, en tant qu'exilés, réfugiés et migrants, nous lui rendons hommage. Pour lui, «Hasta Siempre» Camarade

le 19 juin 2021 à 17h00

au Parti du travail suisse, Rue du Vieux Billard 25 - 1205 Genève

ON NOUS ÉCRIT

De nouvelles mesures policières, où vont nos libertés?

De nos jours, nous vivons dans une ambiance ultra-sécuritaire, au point que certaines fois, on oublie la valeur de nos libertés.

Ces libertés, seront remises en cause le 13 juin prochain, lors du vote sur la loi fédérale sur les mesures contre le terrorisme. Le scandale des fiches, vécu dans les années nonante, a été vite oublié. Cette nouvelle loi aura pour effet d'appliquer des mesures disproportionnées, laissant place à l'arbitraire. La loi pourra s'appliquer sans l'intervention d'un juge, ce qui accroîtra les pouvoirs de la police.

De ce fait, lorsqu'un simple soupçon sera porté à l'endroit d'un citoyen, la police pourra intervenir contre cette personne, bien que dans les faits, elle n'ait commis ni délit ou crime. A cet effet, Amnesty international Suisse s'est manifesté contre cette loi, qu'elle juge excessive et qui péjore nos libertés. Pour faire bonne mesure, dans cette affaire sécuritaire, les enfants à partir de 12 ans pourront être victimes de la loi. Depuis l'âge de 15 ans, ils pourront être soumis à l'assignation de résidence. Tout ça, nous montre les excès de ce texte. Nos libertés ne sont pas à brader par des mesures policières outrancières.

C'est pour cela qu'il faudra réfléchir à deux fois plutôt qu'une, avant de mettre son bulletin de vote dans l'urne le 13 juin 2021. Ceci, parce que la justice doit continuer de jouer son rôle, dans notre Etat démocratique. ■

Thierry Cortat,
Delémont

Une tendance anti-locataire au Tribunal fédéral

En 2017, une locataire zurichoise avait convenu d'un loyer de 1060 francs avec son bailleur, alors que précédemment celui-ci était de 728 francs par mois. Pour justifier l'augmentation du loyer, le propriétaire a invoqué un «ajustement aux conditions habituelles dans la localité et le district». Contestant le recours de la locataire, le bailleur avait alors saisi le Tribunal fédéral, qui vient de préciser sa jurisprudence sur le caractère abusif du loyer initial. Il en ressort que la partie bailleuse peut désormais apporter une preuve partielle que le loyer n'était pas abusif pendant un bail de longue durée précédent et ainsi renverser la présomption qu'un loyer est abusif en raison d'une augmentation forte entre le loyer précédent et le nouveau loyer. La partie locataire doit au contraire apporter la preuve complète que le loyer est plus élevé que les loyers du voisinage.

Pour l'association de défense des locataires, l'ASLOCA, ce changement du fardeau de la preuve va dans le mauvais sens. «Alors que les locataires n'ont pas accès aux prix des loyers d'autres logements dans le voisinage, il est pratiquement impossible, dans ces cas, de prouver que le loyer est abusif», estime Carlo Sommaruga, président de l'association. «Les loyers augmentent toujours malgré un coût de la vie qui diminue et des taux hypothécaires toujours plus bas. Les loyers devraient avoir en fait baissé depuis longtemps», a-t-il ajouté. «Cette décision fait partie d'une tendance hostile aux locataires du Tribunal fédéral. Cela a également été montré par la jurisprudence récente sur les rendements nets.» ■

Réd.

La vie des Palestiniens sous le joug de l'occupation à Jérusalem-Est

REPORTAGE

Un mois après l'explosion de violences dans la ville sainte, expulsions et destructions de maisons se multiplient. L'occupation israélienne touche tous les aspects de la vie quotidienne des Palestiniens. Les enfants souffrent particulièrement. Malgré la répression, la résistance s'organise comme dans les quartiers de Cheikh Jarrah et à Silwan.

C'est un îlot de tranquillité où les jardins des maisons laissent échapper les parfums de leurs arbres fruitiers et de leurs fleurs. Un lieu où le temps ne semble avoir aucune prise et qui paraît si loin de la violence subie par les Palestiniens. De chaque côté de la rue, de petites maisons se dressent dont les grilles métalliques cachent bien des secrets. Un endroit qui garde encore les traces de la Palestine d'avant l'occupation israélienne de Jérusalem-Est. En réalité, depuis plus de dix ans maintenant, les habitants de Cheikh Jarrah, entre la vieille ville et le mont Scopus, vivent dans la crainte de perdre leur maison.

«C'était de nouveau la Nakba»

En 2009, déjà, plusieurs familles ont été expulsées, chassées par des colons dont le premier geste a été de dresser sur le toit une énorme étoile de David et d'accrocher des drapeaux israéliens. «C'était comme une opération militaire, se souvient Adel Budeiri, qui craint lui aussi de devoir partir. Les enfants criaient, pleuraient. Ils avaient même coupé les lignes téléphoniques. Devant chaque entrée de maison, il y avait une dizaine de soldats. Pour ces familles qu'on chassait, c'était de nouveau la Nakba.»

Quatre nouvelles familles sont menacées par la décision d'un tribunal de Jérusalem qui, en début d'année, a estimé que les Palestiniens vivaient sur des terres ayant appartenu à des familles juives au XIX^e siècle. L'affaire est en appel et la mobilisation sans faille des habitants de Cheikh Jarrah a braqué les projecteurs sur cette situation, pur produit de l'occupation. À présent, les accès sont contrôlés par la police et l'armée israéliennes, qui interdisent l'accès aux Palestiniens, mais laissent les colons y déambuler en toute tranquillité, parfois armés.

«L'apartheid, comme en Afrique du Sud»

Sous une grande tonnelle aérée, Salah Diab, installé sur un canapé, fume cigarette sur cigarette et alterne avec des tasses de café. Au début du mois de mai, il était assis à la même place lorsqu'il a entendu la porte céder et vu les militaires entrer. «Ils m'ont aspergé le visage avec une bombe lacrymogène puis m'ont brisé le pied avec la crosse d'un fusil.» À peine revenu de l'hôpital, il subit une nouvelle agression de la soldatesque, qui le met à terre, le tabasse et, au final, lui brise les côtes. Il se déplace maintenant avec une béquille.

Salah Diab n'a pas été visé au hasard. Depuis onze ans, il mène la bataille pour empêcher d'être délogé. «Au début, on était seuls. Mais maintenant, le monde entier sait ce qui se passe.» Pas question pour lui de tomber dans une querelle stérile avec ceux qui réclament sa maison. «Ce n'est pas un problème de papiers, mais un problème politique. C'est l'apartheid, comme en Afrique du Sud.» Et il sait que la solution n'est pas à chercher du côté de la «justice» israélienne.

Les visages de la révolte

Les demandes d'expulsions reposent sur deux lois discriminatoires. L'une, votée en 1970 à la Knesset (le Parlement), dit que les terres ayant appartenu aux juifs à Jérusalem-Est, avant la création d'Israël en 1948, peuvent revenir à leurs anciens propriétaires. Tandis qu'une autre loi affirme que les propriétés des Palestiniens avant 1948 ne peuvent pas être rendues à leurs anciens propriétaires!

Muna et Mohammad Al Kurd sont un peu les visages de la révolte, de cette nouvelle génération qui relève la tête. Devant les caméras du monde entier, ils n'ont pas craint de dénoncer la



La répression contre les Palestiniens s'accroît alors que des voix pour la paix tentent de se faire entendre.

scottgunn

politique coloniale israélienne. C'est sans doute pour cela qu'il y a quelques jours, par pure intimidation, ils ont été l'un et l'autre retenus au centre de police durant plusieurs heures. À peine dehors, Muna Al Kurd a expliqué publiquement: «Leur intimidation ne nous effraie pas. Personne dans le monde ne peut accepter d'être déplacé de force de sa maison.»

Une crainte de tous les instants

Aref Hammad est aussi visé. Il parle de harcèlement permanent, de policiers qui entrent dans sa maison, de grenades assourdissantes. L'une de ses filles, mariée, est empêchée de venir le voir. La plus jeune, 14 ans, a été emmenée au poste après un incident avec un colon. «Les enfants ont peur, ils ne veulent plus aller à l'école. Ils se remettent à faire pipi au lit», témoigne Aref. Alors que nous sortons du quartier, l'armée stoppe un bus – réservé aux Palestiniens – rempli d'adolescents et commence à contrôler les identités de chacun.

L'occupation au quotidien, c'est aussi cette crainte de tous les instants, comme l'explique Judeh, 27 ans, étudiant. «La discrimination est permanente. À la porte de Damas, il y a un poste de surveillance de la police. C'est stressant. Si je veux m'asseoir tranquillement, je sais qu'à un moment ou à un autre, je vais avoir un problème. C'est très vicieux. Le gouvernement israélien nous pousse à bout et, lorsque nous explosons, il en prend prétexte pour tenir un discours sécuritaire.»

«Ils veulent nous déshumaniser»

Raed Saadeh, président de la chambre de tourisme de Jérusalem-Est, montre bien comment l'occupation permet également au pouvoir israélien de «faire suffoquer l'économie palestinienne, tout en aspirant notre argent. Maintenant, il nous faut empêcher toute fermeture de la représentation palestinienne, que ce soit dans la culture, le tourisme ou la santé». La Maison d'Orient, de même que la chambre de commerce ne peuvent plus ouvrir. Suhail Khoury, le

directeur du Conservatoire national de musique Edward Saïd, sait ce que cela signifie. «L'occupation, c'est une lutte quotidienne, une bataille constante. Toute identité palestinienne est ciblée parce qu'ils veulent qu'on soit considérés comme une minorité folklorique, pour les touristes, souligne-t-il. En revanche, ils attaquent tout ce qui représente notre nation.»

Lui-même a été arrêté, avec son épouse, les ordinateurs saisis et accusé de diriger un centre culturel «qui promeut la culture palestinienne, ce qui signifie bien qu'à leurs yeux, c'est illégal, fait-il remarquer. En réalité, ils veulent nous déshumaniser». Ces difficultés sont aggravées par l'attitude de l'Union européenne et de la France, qui entendent arrêter tout financement si une personne impliquée dans un événement est soupçonnée appartenir à une organisation inscrite sur la liste des organisations terroristes. «Je vais demander à un chef d'orchestre s'il est membre du FPLP? Moi, j'enseigne Beethoven. Après trente ans d'accords d'Oslo, nous n'avons toujours rien et ils voudraient que nous participions à notre propre asphyxie?» demande-t-il ingénument.

«L'occupation, c'est une guerre ouverte»

La culture comme enjeu de libération. Ce n'est pas qu'un slogan. «Depuis 1967, ils arrêtent les artistes, les bannissent, voire les assassinent», dénonce Yacoub Abu Arafah, lui-même acteur, qui vit à Cheikh Jarrah. Il cite aussi le Festival international de marionnettes, qui devait se tenir à Jérusalem-Est, dans la salle du Théâtre national palestinien Hakawati, en 2019. Le jour de la première séance, les Israéliens ont fermé le théâtre sous prétexte que nous avions reçu une subvention du ministère palestinien de la Culture», se souvient-il.

Il rappelle également comment, le 8 mars, cette année, le centre culturel, qui accueillait une exposition consacrée aux femmes, a également été fermé. Pour Yacoub Abu Arafah, «l'occupation, c'est une guerre ouverte. Ces dix dernières années, la vie est devenue encore plus compli-

quée pour nous, Palestiniens. Pire: Quand il n'y avait que des Palestiniens à Cheikh Jarrah, les ordures n'étaient ramassées qu'une fois par semaine. Depuis qu'il y a des colons, c'est pratiquement tous les jours, et la rue est nettoyée plusieurs fois dans la journée.»

La police arrête les jeunes

Le quartier de Silwan, en contrebas de la muraille sud de la vieille ville, est aussi dans le collimateur du régime israélien. Aujourd'hui, environ 400 colons juifs se trouvent dans 54 implantations situées au milieu de ce quartier. Une maison saisie à une famille palestinienne a été transformée en synagogue sur laquelle flotte le drapeau israélien. Le plan de la municipalité prévoit la démolition de 88 bâtiments habités par 114 familles, soit 1123 personnes, et entend saisir 70% des terres de Silwan pour en faire un parc biblique. Le site aurait prétendument abrité les jardins du roi David.

La tension est palpable. Plus encore qu'à Cheikh Jarrah. Pendant les manifestations du mois dernier, la police était en permanence devant le collège et arrêtait les jeunes. Ici, pas de services, pas de développement du quartier. Les habitants, souvent assez pauvres, vivent dans un sentiment d'insécurité. Mais la Mairie a beau envoyer ses sbires recouvrir de peinture blanche les slogans et les graffitis sur les murs, ils réapparaissent toujours. La carte stylisée de la Palestine côtoie les hashtags #SaveSilwan («Sauvez Silwan») ou «Nous resterons».

Cauchemar quotidien

Amani Odeh, une dentiste qui vit là, le dit simplement: «On aime Silwan, mais on vit comme si c'était notre dernier jour. Avec les avis de démolition, même dans la maison on ne se sent pas en sécurité.» Les enfants aussi sont inquiets. Elle a trouvé des jouets dans le cartable de son fils, Adam, 10 ans. Lorsqu'elle lui a demandé pourquoi, il a eu cette simple réponse: «C'est au cas où ils détruisent la maison.» Une idée qui semble hanter le gamin dégourdi, aux yeux pétillants, casquette vissée sur le crâne. À la demande de sa mère, il raconte son cauchemar de la veille. «Toute la famille était dans une pièce. Ils sont arrivés, ont tout détruit et nous ont tués. J'avais très peur, mais je ne comprenais pas comment ils étaient arrivés-là.» Mais qui sont ces «ils»? Il répond simplement: «Les colons et la police.»

La semaine dernière, une manifestation pacifique et originale a été organisée. Un marathon a pris le départ de Cheikh Jarrah pour rejoindre Silwan. Des centaines de jeunes ont participé à cette course. Des familles entières étaient là, dont de nombreux enfants, qui entendaient faire de ce moment une journée de dignité et de joie. Mais la police israélienne a multiplié les provocations et est intervenue brutalement. La foule a tenté de fuir.

Plusieurs Palestiniens ont été blessés par des tirs de balles en caoutchouc, les dizaines de grenades assourdissantes lancées ou par les coups donnés. Pour se défendre, les habitants ont tiré des feux d'artifice vers les policiers. Au moins trois Palestiniens ont été arrêtés. La tente dressée là a été détruite par la police... mais reconstruite dans la nuit par les habitants, qui, comme tous les Palestiniens de Jérusalem-Est, ont adopté le vers de Mahmoud Darwich: «Nous serons un jour ce que nous voulons être.» ■

Pierre Barbancey
Jérusalem-Est occupée,
envoyé spécial

paru dans L'Humanité

Propagande mortifère d'extrême droite 2.0

FRANCE • Une vidéo fascisante met en scène l'exécution d'un militant de gauche, figuré par un mannequin, avec des armes à feu. Ceci dans un pays qui peine à juguler la prolifération des idéaux d'extrême droite.

Dans la soirée de dimanche, deux youtubeurs surnommés Papacito et Code Reinho ont posté sur la plateforme où ils officient une vidéo intitulée «Le gauchisme est-il pare-balles?». Le premier est un vidéaste de la *fachosphère* s'étant fait connaître en prodiguant des conseils virilistes pour devenir un *mac* (diminutif de maquereau qualifiant un proxénète). Le second serait un ancien militaire. Il donne des conseils en armement. Dès l'entame, Papacito assume que sa vidéo «risque d'être un peu tendancieuse, du point de vue de la possibilité qu'elle soit glissante et fascisante», mais que ces auteurs vont «tout faire pour que non».

Menaces explicites

De chaque côté d'un mannequin portant casquette floquée d'un marteau-faucille et t-shirt sur lequel on peut lire «Je suis communiste», les deux protagonistes déguisent d'abord leur propos. «On va voir si le matériel de base d'un mec qui vote Jean-Luc Mélenchon va lui permettre de résister à la potentielle attaque d'un terroriste sur notre territoire», affirme d'abord Papacito, avant que son comparse ne vende la mèche lorsqu'il évoque, sur fond de mitrailleuses, le choix des munitions. «Le but c'est de savoir si *Jean-gauchiste* pourra survivre aux gens normaux qu'il insulte et qu'il méprise depuis des années... Donc on va utiliser la munition la plus courante chez les gens normaux, le calibre 12», lance le surnommé Code Reinho. Ce ne serait donc pas des terroristes que les «gauchistes» auraient à craindre mais bien les gens «normaux», qu'ils mépriseraient.

Tableau d'une exécution

Pour leur prétendue «expérience scientifique», les deux acolytes remplissent un sac à dos avec le matériel type des «fils de putes (sic)» censés les protéger des balles. Nous en retiendrons trois éléments. D'abord, ils placent des tampons hygiéniques dont Code Reinho se demande si ceux-ci sont pour «homme ou pour femme», dans une saillie misogyne. Ensuite, ils y insèrent du tabac à rouler car «la définition du gauchisme est «celle d'un mec qui «ne trouve pas de boulot et termine à Mediapart». Enfin, ils scotchent de la presse présentée comme de gauche (*Libération*, *Le Parisien*...) autour du ventre du mannequin représentant un militant. Après une coupe publicitaire pour une compagnie, spécialisée dans les produits français sponsorisant la vidéo, place à une démonstration de violence



Une vidéo mise en scène par des éléments d'extrême droite appelle à l'exécution de militants communistes et fait l'apologie de la haine. Depuis sa diffusion, les plaintes se multiplient. DR

physique. Armés de fusils, les deux protagonistes tirent à plusieurs reprises le mannequin, lui arrachant la tête. «Sans tête, est-ce on peut acheter du café équitable?» s'interroge Papacito. Suivent des gros plans sur les points d'impacts comme pour évoquer des blessures.

Permis de tuer

Après cette mise en scène, qui aura choqué et inquiété nombre de militant.es de gauche du pays, les youtubeurs vont beaucoup plus loin. Faisant mine d'évoquer la prolifération des sangliers, ils livrent un conseil pour s'en protéger, s'armer au travers des procédures pour pratiquer la chasse. Précision importante, dans les milieux de l'extrême droite francophone, le terme de «sanglier» est un code pour désigner la population d'origine arabe, maghrébine ou de confession musulmane. Papacito affirme que les armes auxquelles un permis de chasse donne accès seraient «une assurance de vous faire respecter dans les moments où on remettra en doute vos convictions».

Suit une session de recommandations en matière d'équipement et de «style», Papacito pro-

pose des insignes à ajouter sur son béret». Dont celui de la Phalange, organisation fasciste espagnole armée des années 30. Les vingt minutes d'appel au fascisme et à l'armement se concluent par un Papacito massacrant le «gauchiste» en plastique à l'aide d'un couteau de combat.

Réaction de Mélenchon ciblé

Le lendemain de la publication, la vidéo comptait un peu plus de 120'000 visionnages, lorsqu'elle a été retirée de la plateforme *Youtube*, et sans doute de nombreux téléchargements. Nous ignorons si cela a été un retrait effectué par les auteurs, une réaction du site aux nombreux signalements effectués par ses utilisateurs.trices, ou encore la demande des avocat.es de Jean-Luc Mélenchon, leader de la France Insoumise (FI). Toujours est-il que la disparition de la vidéo suit de peu la conférence de presse de ce dernier à propos de cet «appel au meurtre».

«Qui que vous soyez, quelque que soit votre opinion, politique à mon sujet ou à celui des Insoumis, je suis certains qu'aucun.e d'entre vous, n'approuve une telle mise en scène, et que plutôt, comme nous, vous êtes soulevés de

dégoût et d'effroi», a-t-il déclaré. Avant de formuler un appel: «Je vous demande, autant que vous le pourrez, de le faire savoir. Car c'est la meilleure protection dont nous puissions tous.tes, bénéficier, puisque nous sommes visés.es indistinctement. Je nous place sous la protection de votre opinion» a conclu le Président de la FI. Il a affirmé porter plainte contre les auteurs de la vidéo, tout comme le Secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel.

Depuis sa suppression, cette *propagande fasciste 2.0* a été réuploadée à quatre reprises. Soit à nouveau téléversée sur la plateforme. Malgré la gravité de son propos cette vidéo n'a suscité d'abord que peu de commentaires au sein des principaux médias français. Toutefois, depuis que le Président de la République a été victime mardi, d'une gifle assenée par un militant vraisemblablement royaliste, l'affaire pourrait enfler médiatiquement. Ceci tandis que des appels circulent appelant à descendre dans les rues du pays, samedi, pour manifester contre les idées d'extrême droite. ■

Jorge Simao

Le CO₂ dans l'atmosphère atteint un nouveau sommet

ENVIRONNEMENT • L'Observatoire de l'administration nationale des océans et de l'atmosphère des Etats-Unis à Mauna Loa (Hawaï) a enregistré la concentration moyenne mensuelle de CO₂ la plus élevée de l'histoire, un nouveau jalon climatique qui démontre la nécessité d'accélérer la lutte contre la crise mondiale.

Référence mondiale pour la mesure de la concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, l'Observatoire de l'administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) des Etats-Unis continue d'envoyer de mauvaises nouvelles au monde. Il vient de publier son dernier rapport: les niveaux ont atteint une moyenne mensuelle de 419,13 parties par million (ppm) en mai.

Ce chiffre constitue une nouvelle moyenne mensuelle record. Le précédent record de 417,31 ppm avait été établi en mai 2020, un mois qui marque le pic annuel de la concentration de CO₂, juste avant que les plantes de l'hémisphère nord ne commencent à éliminer de grandes quantités de CO₂ de l'atmosphère pendant la saison de croissance.

C'est une terrible nouvelle pour la santé de la planète, d'autant plus après une année où la pandémie mondiale causée par le Covid-19 a signifié un arrêt de l'économie et, par conséquent, des émissions. Comme le souligne la NOAA, «il n'y avait pas de signal discernable dans les données

de la perturbation économique mondiale causée par la pandémie de coronavirus».

Jalon après jalon

Le 7 avril, l'observatoire d'Hawaï annonçait déjà un autre record: 421,21 ppm de CO₂ en une journée, ce qui revenait à franchir une nouvelle barrière psychologique, celle des 420 ppm. Les données mensuelles du mois de mai et les données quotidiennes du 7 avril sont les mesures les plus critiques après 63 ans d'étude des niveaux de ce gaz à effet de serre. Le NOAA et l'Institut océanographique Scripps de l'Université de Californie enregistrent les niveaux de CO₂ atmosphérique depuis 1974 et 1958, respectivement. C'est le scientifique américain Charles David Keeling qui s'est attelé à cette tâche à la fin des années 1950, lorsque les niveaux étaient d'environ 315 ppm.

La courbe qui en résulte n'a cessé d'augmenter depuis. Elle est connue sous le nom de courbe de Keeling. 350 ppm est la limite de sécurité que la communauté scientifique considère comme une barrière contre l'apparition de

ce que l'on appelle en climatologie un point de basculement, un moment où la stabilité est rompue et qui entraîne un équilibre climatique différent. Cette ligne a été franchie en 1990, année que la communauté scientifique considère comme l'année de référence pour analyser l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

40 milliards de tonnes par an

«Nous ajoutons environ 40 milliards de tonnes métriques de pollution au CO₂ dans l'atmosphère par an», déclare Pieter Tans, scientifique principal du laboratoire de surveillance mondiale du NOAA, qui souligne que ce gaz à effet de serre est le plus abondant de tous les gaz d'origine humaine et qu'il persiste à la fois dans l'atmosphère et dans les océans pendant des milliers d'années après son émission.

«Il s'agit d'une montagne de carbone que nous extrayons de la Terre, brûlons et rejetons dans l'atmosphère sous forme de CO₂, année après année. Si nous voulons éviter un changement climatique catastrophique, la priorité abso-

lue doit être de réduire la pollution par le CO₂ à zéro le plus rapidement possible», ajoute-t-il.

Bien que l'augmentation annuelle de la courbe de Keeling de 1,8 ppm de mai 2020 à mai 2021 ait été légèrement inférieure à celle des années précédentes, les mesures de CO₂ enregistrées à Mauna Loa au cours des cinq premiers mois de 2021 ont montré une augmentation de 2,3 ppm, un chiffre similaire à l'augmentation annuelle moyenne de 2010 à 2019.

Le fils de Keeling, le géochimiste Ralph Keeling, qui dirige le programme de l'institut Scripps à l'observatoire d'Hawaï, a déclaré après la publication des dernières données que «nous avons encore un long chemin à parcourir pour arrêter l'augmentation, étant donné que plus de CO₂ s'accumule dans l'atmosphère chaque année». Il a ajouté: «En fin de compte, nous avons besoin de réductions beaucoup plus importantes et plus durables que les fermetures liées à la covidence de 2020». ■

Pablo Rivas

Paru dans El Salto en CC

«Hanokh Levin va aux extrêmes»

THÉÂTRE • La comédienne genevoise Maria Mettral évoque ses rôles dans «Tout le monde veut vivre» du subversif dramaturge israélien Hanokh Levin. La pièce épique aborde avec un humour féroce, mort, vieillesse et exploitation de l'humain.

Pour *Tout le monde veut vivre*, le dramaturge Hanokh Levin (1943-1999), écrivain israélien le plus joué au monde et fervent opposant à l'occupation et l'exploitation des territoires (bande de Gaza, Sinaï, Cisjordanie, dont Jérusalem-Est et plateau du Golan), imagine un Dieu défendant l'arbitraire, suggérant que la souffrance humaine naît de la quête de survie. Aux frontières de la tragédie, de la comédie mordante et du théâtre coup-de-poing au théâtre comme métaphore, l'œuvre de Levin soulève des interrogations iconoclastes concernant mythes, valeurs et idéologies de la société israélienne depuis sa naissance.

Ange mortifère

Sous le masque réalisé par un collaborateur émérite du Teatro Malandro, Freddy Porras, Maria Mettral se révèle une Ange de la mort fort bureaucratique, d'une tranchante raideur. «Partant du principe que s'impose l'image masculine d'un Lucifer, figure angélique mortelle et crépusculaire jusque dans la série tv éponyme addictive, je trouvais intéressant de lui inventer une incarnation féminine équivalente. Ce personnage finit par étrangler un enfant cireur de chaussures sous la forme d'une marionnette, symbole de l'innocence sacrifiée.»

Aux yeux de la comédienne, c'est la dimension statistique de quotas à tenir par l'Ange de la mort qui évoque nos temps pandémiques. «Cet être exécutant accomplit une mise à mort clinique résultant d'une nécessité inscrite sur un registre. Sa réplique fétiche est: *Qui d'autre veut mourir?* Peut-on faire plus actuel?» Fille à la vie d'un père tailleur et d'une mère couturière, l'actrice détaille sa mise: «Ma silhouette est à la fois inspirée de Marlène Dietrich dans *L'Ange bleu* et d'un cabaret funèbre et dandy. Elle est aussi androgyne. Ainsi le col cassé de la chemise que je porte est masculin. C'est un jeu double, passionnant à développer.»

Réel et fantasmes

La pièce est hantée par ce désir d'enfant roi devenu satrape de vivre à tout prix contre les autres chez le comte Poznan. Maria Mettral apprécie l'écriture de Levin, tant «il se sert du réel, de

ce que vivent et sont les gens. Ceci pour le pousser à l'extrême. Loin d'être de la caricature, il s'agit bien d'une forme d'étirement de l'humain aux limites.» Pour elle, tant les masques et «les faux corps théâtraux proches de pantins ou poupées amènent une distance grotesque bienvenue».

Vêtue d'un ensemble en sky rose proche de la soubrette pour fétichiste façon *poupée sexuelle qui dit oui*, Maria Mettral incarne une comédienne ambulante, Lolo. «C'est un personnage puzzle qui s'inscrit dans l'instant présent, une mariolle. Je l'ai imaginée multiple. On peut la croire prostituée par nécessité, bien qu'il n'y ait nulle indication dans le texte en ce sens. D'où le désir de lui amener une vraie innocence. Mais est-elle aussi innocente que manipulatrice? Mystère. Au cœur d'une scène de *baise* visuellement triviale, il fallait la styler, la dessiner dans l'espace». Elle est ainsi proche d'un automate de dessin animé.

Mémoire effacée

Dans le pas de deux entre la cacochyme mère juive qu'elle campe et son roué despote de fils, il y a «toute la subtilité de l'écriture de Levin opérant par glissements successifs. D'abord prête à donner sa vie au fils adoré, la vieille est subitement animée d'une réflexion de l'ordre de la survivance de chaque individu juste avant la mort.» Au plateau, sous le masque, parfois les larmes de l'actrice roulent. Pendant vingt ans, Maria Mettral a accompagné et soutenu comme proche aidante sa mère s'enfonçant dans la démence sénile et l'alzheimer. «Faire face à un effacement progressif du disque dur mémoriel chez un être aimé, est une épreuve déroutante, épuisante inconsciemment hostile. Tout ce que je faisais pour ma mère, elle ne pouvait plus le reconnaître. J'ai dû apprendre à l'accepter. Atteinte du Covid, ma mère est entrée en EMS. Ma mère n'a pas retrouvé ses neurones, mais un plaisir de vivre. Ce fut un soulagement», conclut cette comédienne intensément engagée dans ses rôles. ■

Christophe Pequirot

Tout le monde veut vivre. Théâtre Alchimic, Carouge. Jusqu'au 16 juin. Rens.: www.alchimic.ch



Maria Mettral en Ange de la mort dans la pièce d'Hanokh Levin s'inspirant du quotidien autant que de sources bibliques ou mythologiques.

Yann Slama

Démons et merveilles du burlesque cru

Thanatos et Eros se conjuguent dans le même immense lit, socle de la scénographie pour *Tout le monde veut vivre*. La mort a son Ange. Implacable, elle visite le rabelaisien comte Pozna (ubuesque Dylan Ferreux), aristocrate égotiste, aussi tyrannique qu'enfantin et cruel. Le châtelain finira humilié, émasculé face à son Eros débridé, tout en rasant avec la grande faucheuse ailée. Sa quête désespérée d'un remplaçant pour son trépas croise d'abord la route d'handicapés et agonisants passés par un Martin Jaspas, très feu Guillaume Depardieu. Il compose un défilé de gueux digne du ballet *May B* signé Maguy Marin d'après Beckett.

Le couple chez Levin est torture réciproque et lent étouffement de l'autre. Camille Giacobino en *Madame Pozna* alterne le récalcitrant sacrifice de soi et la vengeance castatrice, en passant par des ondolements façon sirène new burlesque. Les seconds rôles sont à la fête. L'Ivoirien Fidèle Baha compose notamment un Stranglinet à tête de

mort en culottes courtes. Ce préposé aux étranglements administratifs semble tout droit sorti de la franchise *Hôtel Transylvania*. Xavier Loira, lui, est tour à tour humain marionnettisé comme greffier de la Mort, serviteur queer SM tourmenté par son maître puis bouleversante voix de l'enfant marionnette cireur de chaussures mettant candidement le cap au pire.

Cosignée Jaspas et Ferreux, la mise en scène allie cohérence et stylisation dans un équilibre pertinent. Être dans l'archaïque de la relecture de classiques, d'Euripide (*Alceste*) à Sarah Kane et l'esprit BD Manga passe aussi par les masques, entre le vif et le zombie, de Freddy Porras et les costumes griffés Irène Schlatter. Tous deux retrouvent ici le meilleur du forain dramatique cher au Teatro Malandro d'Omar Porras. L'ensemble réanime le risible et le tragique, le grotesque et le monstrueux qui font la profondeur métaphysique de cette farce cynique en forme d'ode au théâtre. CPT

L'effrayant mécanisme du code de l'honneur en Irak

LIVRE • Emilienne Malfatto raconte le destin scellé d'une jeune fille dont le promis meurt dans un attentat. Enceinte, elle ne doit pas lui survivre. Dans ce court récit, l'auteure, qui connaît bien le pays, en photographie l'âme.

Coup de maître pour Emilienne Malfatto (née en 1989), qui vient de remporter le prix Goncourt du premier roman pour *Que sur toi se lamente le Tigre*. Nous sommes dans l'Irak rural. Sur les cordes à linge «les mêmes voiles noirs sont mis à sécher». Ici, chaque petite fille connaît le jour où on l'obligera à porter «l'abaya», ce grand «manteau noir» qui fera d'elle une «forme vague et fruste». C'est un pays où, pour se repérer dans le temps, les femmes disent parfois: «Je ne portais pas encore le voile.» La narratrice est enceinte. Son amoureux a été tué par une bombe à Mossoul. Corps «brûlé, écrasé, effacé». Ils n'étaient pas encore mariés. Le destin de la jeune femme

est scellé, car «chez nous, mieux vaut une fille morte qu'une fille mère».

Un frère qui se dédouane du crime à venir

Cette brève chronique d'une mort annoncée, telle une tragédie antique, déroule la mécanique inexorable qui va pousser le frère aîné à tuer sa sœur pour sauver l'honneur familial. Chacun prend la parole à son tour, à la première personne. Le fleuve Tigre sinue entre les lignes, témoin muet de ce qui se trame sur ses rives, ce trop-plein de cadavres gonflés qui passent sur «ses eaux rougies», sous les «ponts brisés». Des bribes de *l'épopée de Gilgamesh* s'invitent aussi dans les pages. Les femmes de la famille défilent, de la belle-fille (Baneen), à la

petite sœur (Layla) et à «la mère». Les hommes aussi: du grand frère (Amir), au cadet (Ali), jusqu'au puîné (Hassan), sans oublier le jeune promis décédé (Mohammed). Baneen, la belle-sœur, est l'épouse soumise du frère assassin. Conforme aux règles, voilée à domicile, elle balaie le sol, sucre le thé, se farde le soir. Elle est «celle qui observe, juge et condamne». Amir, le frère aîné, l'assassin, incarne l'autorité masculine, en l'absence du père mort. Il règne sur les femmes, se dédouane du crime à venir sur la société: «Ce n'est pas moi qui tuerai, mais la rue, le quartier, la ville. Le pays.» En lui se tiennent deux discours dont l'un suggère, en sous-texte: «Je vais mourir un peu en tuant.» Hassan, le petit frère, figure le masculin entre deux

âges, celui qui peut encore changer. Il déplore de voir «les femmes en fantômes noirs». Ali, c'est le modéré, «la majorité inerte», soit «le complice par faiblesse». Il s'avoue «navré d'être un salaud».

Chez les femmes, il y a Layla, la dernière-née, «celle pour qui on tue». On dirait une marionnette entre les doigts du destin. Comment s'émouvoir de celle qui va disparaître, recouverte d'une pelletée de sable? «La mère», «vieillesse prématurément», «corps informe sous les voiles noirs», a vécu sa vie derrière des murs dans un monde «fait pour des hommes». Elle ne s'opposera pas au meurtre de sa fille. «J'ai, dit-elle, justifié mon monde en le reconduisant.»

Ce récit pénètre au cœur d'une société close sur ses frustrations, ses douleurs tuées, tandis que résonne la guerre qui dévore le pays. Un monde régi par le code de l'honneur. Un monde où une femme enceinte, portuse de vie, se sent morte avant l'heure, comme «toutes les femmes irakiennes, condamnées à la naissance». Emilienne Malfatto, diplômée de l'école de journalisme de Sciences-Po à Paris, puis journaliste à l'AFP en France et à Chypre, travaille depuis 2015 comme photographe indépendante, principalement en Irak. ■

Muriel Steinmetz

Paru dans *L'Humanité*

Emilienne Malfatto, *Que sur toi se lamente le Tigre*, Elyzad, 78 pages.

La révolution grecque a deux cents ans

EXPO • Une exposition lausannoise commémore le début de la lutte pour l'indépendance.

C'est en effet en 1821 que commença la lutte pour l'indépendance de la Grèce, qui aboutit en 1830. À cette occasion, une petite exposition a été organisée, au Forum de l'Hôtel de Ville, par les cinq associations gréco-suisse de Lausanne. Elle est certes austère, car elle contient beaucoup de textes, mais instructive et rendue vivante par de nombreuses illustrations et quelques objets. Elle s'articule autour de trois thèmes: le soulèvement grec, le philhellénisme, enfin la personnalité de Ioannis Capodistrias (appelé aussi Capo d'Istria), son rôle dans l'histoire grecque et ses liens profonds avec la Suisse. Reprenons-les donc successivement.

La lutte du peuple grec

Après la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453, la Grèce et une partie de l'Europe centrale tombent sous le joug ottoman. À plusieurs reprises ont lieu des tentatives de soulèvement, durement réprimées. Alexandre Ypsilantis, un Grec officier du tsar de Russie, déclenche la révolte, le 25 mars 1821. Celle-ci échoue, mais marque le début d'une longue série de batailles pour l'indépendance. Celle-ci est marquée par des massacres de la part des Turcs, comme sur l'île de Chios, qui a donné lieu à un tableau fameux de Delacroix. Et par des épisodes héroïques, comme la défense de Missolonghi assiégée, rendue immortelle par la participation de Lord Byron. Longtemps, les Grandes Puissances n'interviennent pas au secours des Grecs: leur lutte insurrectionnelle allait contre la politique de statu quo européen prônée par la Sainte-Alliance des monarchies en 1815. Cependant, sous la pression populaire,



Le Serment à Aghia Lavra.

elles se décident à intervenir en 1827, date à laquelle elles détruisent la flotte turco-égyptienne à Navarin. S'ajoute à cela le fait que la guerre contre les Turcs a pris l'aspect d'une «croisade» (terme utilisé par Chateaubriand) du christianisme contre l'Islam. L'indépendance de la Grèce, sur un territoire beaucoup plus petit que celui du pays actuel, est confirmée en 1830.

Mouvement philhellénique européen et suisse

La tardive intervention militaire européenne est en partie le fruit du puissant mouvement philhellénique.

Celui-ci se réfère à la fois à la nostalgie de la grande civilisation grecque antique et aux aspirations à la liberté dans toute l'Europe. Le poète anglais Shelley écrit dans *Hellas: A Lyrical Drama*: «Nous sommes tous des Grecs. Nos lois, notre littérature, notre religion, nos arts prennent tous leurs racines en Grèce». Dès 1821, des sociétés philhellènes se créent en Suisse. Elles organisent des livraisons d'armes, de munitions et de nourriture pour les combattants. Dans le canton de Vaud, ses figures les plus marquantes sont Frédéric-César de La Harpe, Benjamin Constant et

Juste Olivier. Ce mouvement va alors de pair avec les aspirations à un État fédéral plus unitaire, qui aboutiront à la Constitution fédérale de 1848.

La vie de Capodistrias et son séjour en Suisse

Le comte Ioannis Capodistrias naît à Corfou en 1776. De 1800 à 1807, il participe activement à l'éphémère république des Sept-Îles, première tentative d'un État grec indépendant. Puis il entre au service du tsar Alexandre Ier de Russie, espérant de sa part un soutien à la cause grecque. Sur ce point il sera déçu. En 1814, il

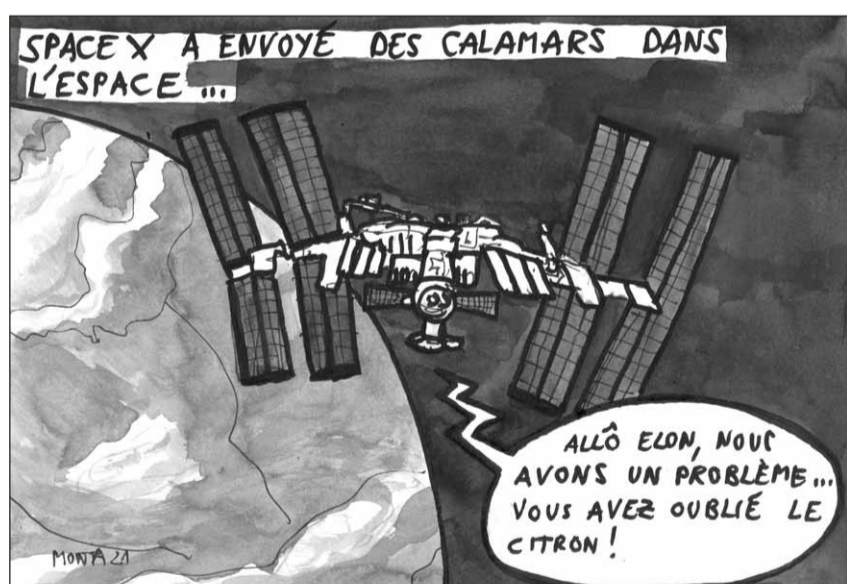
est envoyé en mission en Suisse. Il contribue notamment à l'autonomie du canton de Vaud. C'est pourquoi son buste a été érigé à Ouchy en 2009, alors qu'une allée portant son nom vient d'être inaugurée. Il est aussi l'un des artisans importants de l'intégration de Genève, où il s'est installé, dans la Confédération helvétique. Il y a d'ailleurs un quai à son nom.

Capodistrias est très actif dans le cadre du mouvement philhellène. En 1828, il retourne en Grèce, appelé par ses compatriotes. Comme gouverneur, il organise le nouvel État. Profondément démocrate et progressiste, il entreprend la construction d'écoles, sur le modèle de Pestalozzi. Mais sa volonté de réformes sociales, notamment la distribution de terres au plus démunis, se heurte aux privilèges des notables. Ceux-ci le font assassiner en 1831. La Grèce replonge dans le désordre. Les Grandes Puissances lui imposent alors un roi d'origine bavaroise. Mais cette monarchie étrangère ne sera jamais populaire. Elle finira par tomber en 1973, sous le régime des colonels, et ne sera pas rétablie avec le retour de la démocratie.

C'est donc une plongée en textes et en images dans l'histoire de la Grèce et de son combat pour l'indépendance que nous offre cette exposition commémorative. Signalons déjà qu'une autre exposition d'une plus grande ampleur, rappelant les liens d'amitié entre Capodistrias et Genève, se tiendra au Musée d'art et d'histoire du 15 octobre au 23 janvier 2022. ■

Pierre Jeanneret

«Ioannis Capodistrias, le canton de Vaud et la révolution grecque», Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne, jusqu'au 19 juin.



L'école japonaise de la porcelaine

EXPO • Le Musée de la céramique Ariana présente une collection japonaise de porcelaine de grande finesse remontant du 17^e siècle jusqu'au début du XX^e.

Inventeur et principal producteur de céramique en porcelaine, la Chine fait face au 17^e s. à l'effondrement de la dynastie des Ming. A cette époque, ce matériau et cette technique sont inconnus en Europe, qui développe alors une production de faïence comme l'expliquent bien deux salles du Musée.

Durant le dernier siècle de domination Ming, les effets du petit âge glaciaire se firent sentir sur l'agriculture, les catastrophes naturelles et les épidémies, tandis que la vie politique à la cour, puis dans l'empire devenait toujours plus instable. Face à cette situation et à une époque où le commerce mondialisé globalisé était déjà une réalité, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales décide de s'approvisionner en céramique de porcelaine au... Japon. Elle a pu y maintenir un petit comptoir sur l'île artificielle de Deshima, dans le port de Nagasaki, après la fermeture du pays aux étrangers entre 1650 et 1842.

Palette colorée

Si au début, les ateliers nippons développent des plats, assiettes en style chinois *kraak* avec fond blanc et décors bleus qui font penser à des *azulejos* portugais, ils vont rapidement s'affranchir de cette influence, en développant des céramiques polychromes de toute

beauté. L'appellation *kraak* est une allusion au nom des bateaux portugais, *caraques*, dans lesquels la céramique était transportée.

La visite permet notamment de découvrir la production Nabeshima, du nom d'un clan seigneurial puissant dans l'île de Kyūshū, tout au sud du pays. Outre la finesse de traits inspirés de thèmes de la nature avec bambou, châtaignier, hortensia, pin ou cerisier, les motifs ont la caractéristique d'être décentrés sur le support, alors que d'autres sont en gros plan. Loin d'un art du seul mimétisme ou illustratif, ces variations simplifiées proposent une interprétation à l'essentiel d'un thème aux fortes dimensions contemplatives et zen. Ces pièces resteront cependant pour la plupart au Japon, y étant classées comme «biens culturels notoires».

Tel n'est pas le cas de la production d'Imari au nord-ouest de l'île de Kyūshū, et de son four localisé non loin d'Arita, à Okawachiyama, et reconnu à juste titre comme principal de la contrée ou de Kutani dans la province d'Ishikawa, sur l'île principale de Honshu.

Motifs végétaux

Nettement plus chargée que la production Nabeshima, mais remarquable dans la subtilité du trait, la production d'Imari s'identifie facilement par ses

trois couleurs dominantes, le bleu de cobalt, le rouge de fer orangé, le tout rehaussé d'or. Sur les assiettes, coupes ou plats, on retrouve les variations de thèmes représentant aussi bien le monde végétal (arbres, fleurs) que le domaine animalier réel ou chimérique. Mais aussi des références aux religions comme le bouddhisme ou le confucianisme, de cet Extrême-Orient, dont la riche clientèle se délectait de l'exotisme. Fidèles au style Kutani, les pièces les plus sobres dans leur version Kokutani, (Ancien Kutani), où dominent le vert intense et les motifs originaux et simples toujours tirés de la nature attirent particulièrement le regard.

Présentant des œuvres sur deux siècles, cette exposition nous rappelle que le Japon est un grand pays de la céramique. Il est ainsi riche d'une production en grès dès la préhistoire. Elle perdure à travers les siècles. Cela notamment au sein des ateliers à Mashiko au cœur de la province de Tochigi ou à Bizen dans la préfecture de Okayama à l'ouest de Kobe, avec des œuvres en sobres teintes partagées entre beige et rouille. ■

Joël Depommier

Musée Ariana, Genève, *Chrysanthèmes, dragons et samouraïs*, Exposition jusqu'au 6 septembre 2021.

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda loiset, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur,
Stéphane Montavon, dessinateur

Administration
administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
Tarifs sur: www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Publicité
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

Gauchebdo a besoin
de votre soutien!

CCP: 12-9325-6